

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Ministère des Finances

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

**RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

Premier Semestre 2012

JUILLET 2012

SOMMAIRE

INTRODUCTION -----	3
1. RECETTES -----	4
1.1 Recettes Fiscales-----	5
1.1.1 <i>Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues</i> -----	5
1.1.2 <i>La répartition des performances par nature</i> -----	6
1.2 Recettes non fiscales et dons-----	8
2. DEPENSES -----	11
2.1 Les dépenses de fonctionnement -----	12
2.2 Dépenses d'investissements -----	14
3. SOLDES -----	15
4. FINANCEMENT -----	18
4.1 Financement intérieur -----	18
4.2 Financement extérieur -----	19
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE -----	20
5.1 Classification Générale-----	20
5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté -----	21
ANNEXES -----	22
ANNEXE 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat du premier semestre 2012 -----	23
ANNEXE 2 : Classification fonctionnelle.....	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris) -----	4
Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes -----	5
Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales -----	6
Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales au 1er semestre 2012-----	8
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et dons-----	9
Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons -----	9
Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales pour le 1er semestre de l'année 2011-----	10
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre -----	12
Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement -----	13
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre -----	13
Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour le semestre -----	14
Graphique 12: Comportement des soldes -----	16
Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes -----	17
Graphique 14: Comportement du financement intérieur -----	18
Graphique 15: Comportement du financement extérieur -----	19
Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle -----	20
Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté -----	21

INTRODUCTION

La Mauritanie s'est engagée dans un nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI) depuis le 15 mars 2010. Plusieurs revues de l'accord triennal de la facilité élargie de crédit ont eu lieu à Nouakchott. Tous les rapports de l'équipe du FMI ont conclu à la bonne stabilité macro-économique du pays et au progrès des réformes structurelles engagées.

Dans ce cadre, le gouvernement mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un Tableau Mensuel des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) extrait de la balance générale des comptes de l'Etat.

Le présent rapport semestriel a pour objet d'explicitier et de compléter les TOFE publiés mensuellement.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours du 1er semestre 2012. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme d'exécution convenu avec les services du FMI et conforme à la loi de finances de l'année 2012.

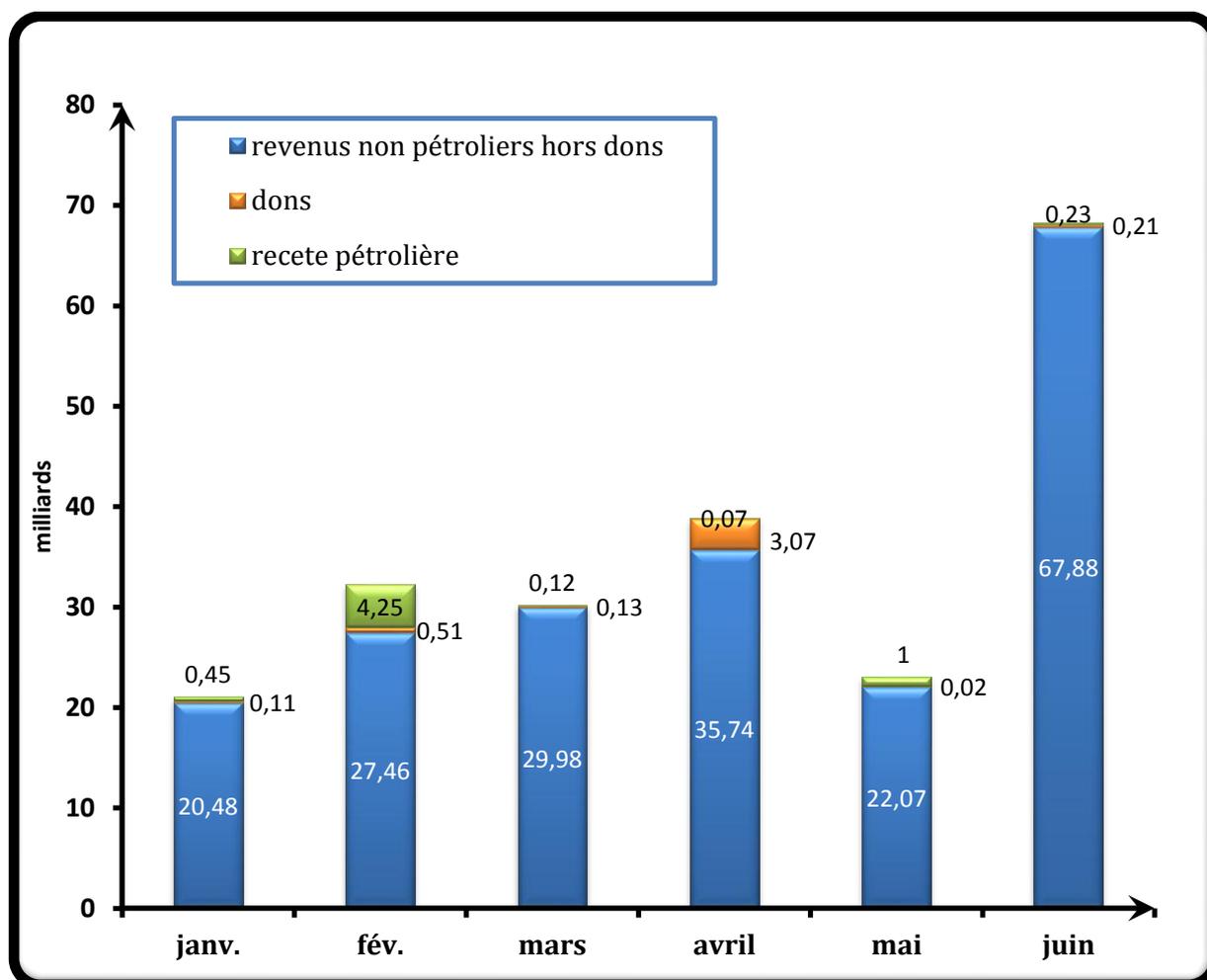
Il traite aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées et présentées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté.

1. RECETTES

Les recettes totales de l'Etat au premier semestre 2012 s'élèvent à 213,77 milliards d'ouguiya. Elles se situent au-dessus des prévisions pour ce semestre qui étaient fixées à 212,12 milliards ouguiya. Ce bon résultat est dû au dynamisme des recettes fiscales, qui s'établissent à 136,33 milliards d'ouguiya, soit une hausse de 41 % par rapport au premier semestre 2011 (96,60 milliards) et une surperformance de 25,45 % par rapport aux prévisions du programme.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont connu elles aussi une progression positive, bien que moins marquée que celle des recettes fiscales et en restant un peu en deçà des objectifs du programme. Ainsi, le total des recettes non fiscales s'est établi à 67,28 milliards, largement inférieur à l'objectif de 88,55 milliards d'ouguiya. Il convient néanmoins de souligner les progrès enregistrés par rapport au premier semestre de 2011, pour lequel ces mêmes recettes se chiffraient à 52,41 milliards.

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le semestre et le niveau considérable des recettes (notamment fiscales) sur toute la période.

Le graphique montre aussi la faiblesse remarquable des dons à l'exception du mois d'avril.

Les recettes pétrolières sont demeurées modestes durant le six premier mois de l'année sauf pour le mois de février où visiblement le produit d'une vente a été encaissé ou un bonus de signature a été perçu. .

Les autres recettes ou les revenus non pétroliers hors dons se sont par contre très bien comportés en particulier au mois de juin.

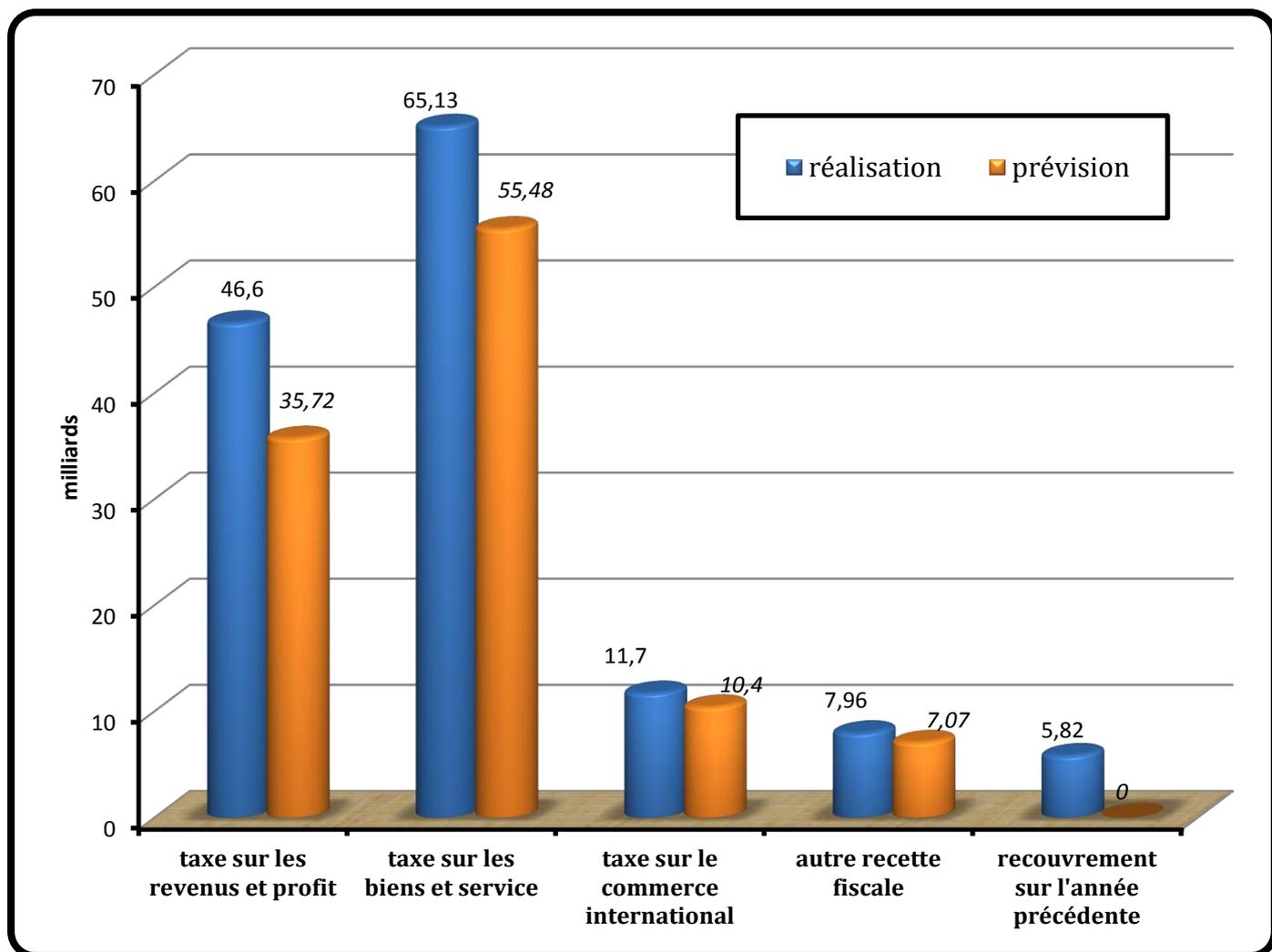
1.1 Recettes Fiscales

Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le semestre et le niveau considérable des recettes (notamment fiscales) sur toute la période ainsi que le pic de recettes pétrolières survenu en février et celui de dons enregistré en avril.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le suivi des recettes fiscales et la bonne santé de l'économie ont permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes



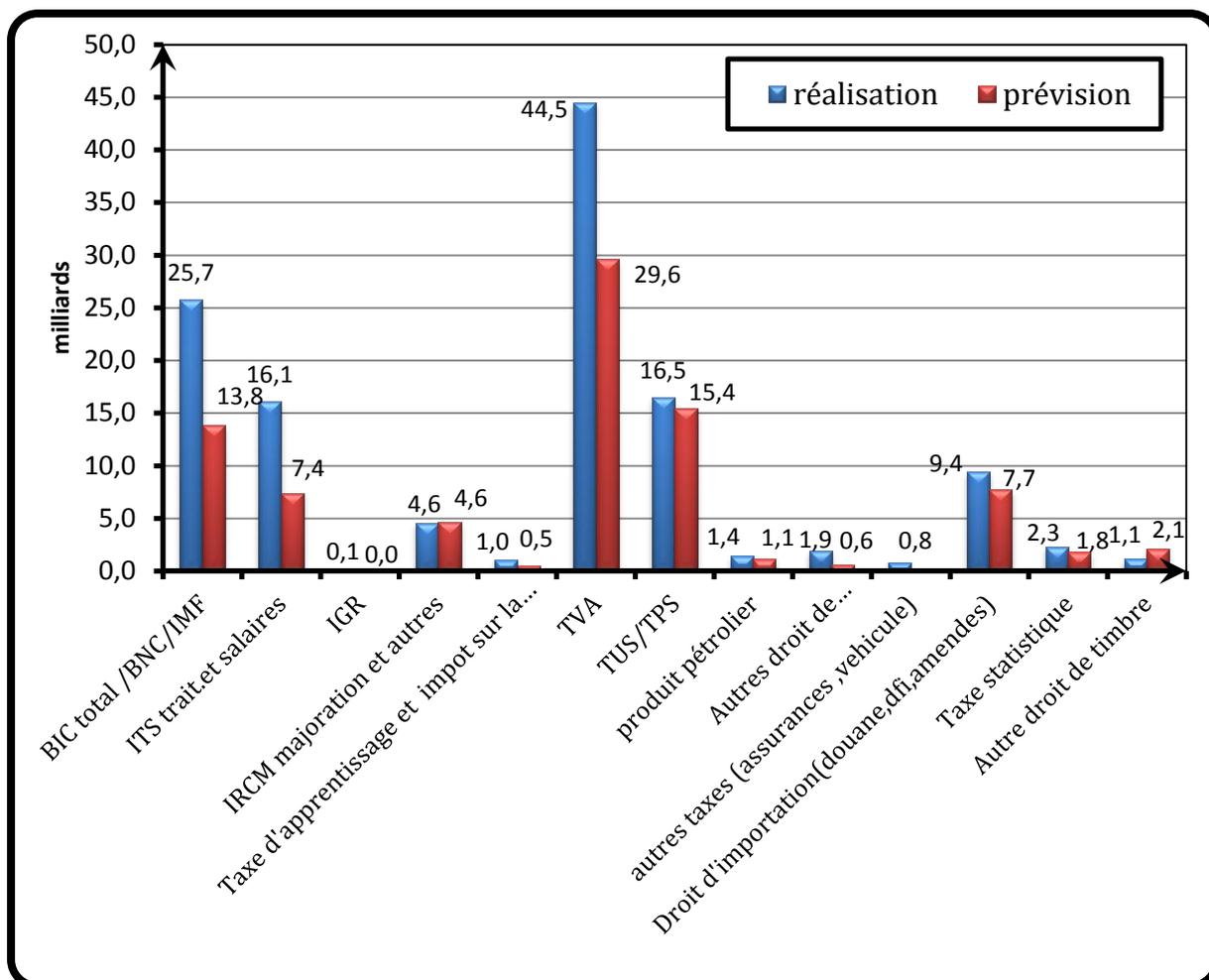
Le graphique 2 montre que les recettes fiscales se situent toutes au-dessus des prévisions du programme et que le poste les dépasse en globalité de près de 25 % (25,45 %).

Cette bonne performance est essentiellement due aux efforts successifs entrepris par toutes les directions concernées du Ministère des Finances ainsi qu'au bon taux de recouvrement de ces recettes fiscales.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales



Le dépassement général des prévisions est du en particulier à la performance du produit des BIC/BNC/IMF (+ 11,93 milliards, soit un dépassement des objectifs de 86,44 %), les impôts sur traitement et salaires (+8,7milliards) et de droit de consommation (thé, tabac, sucre) (+1,34 milliards).

Le poste des taxes sur les biens et services a suivi la même tendance, car il affiche un excédent de 17,39 % par rapport aux prévisions du programme et une hausse de 34.09 % par rapport à la même période de l'année 2011.

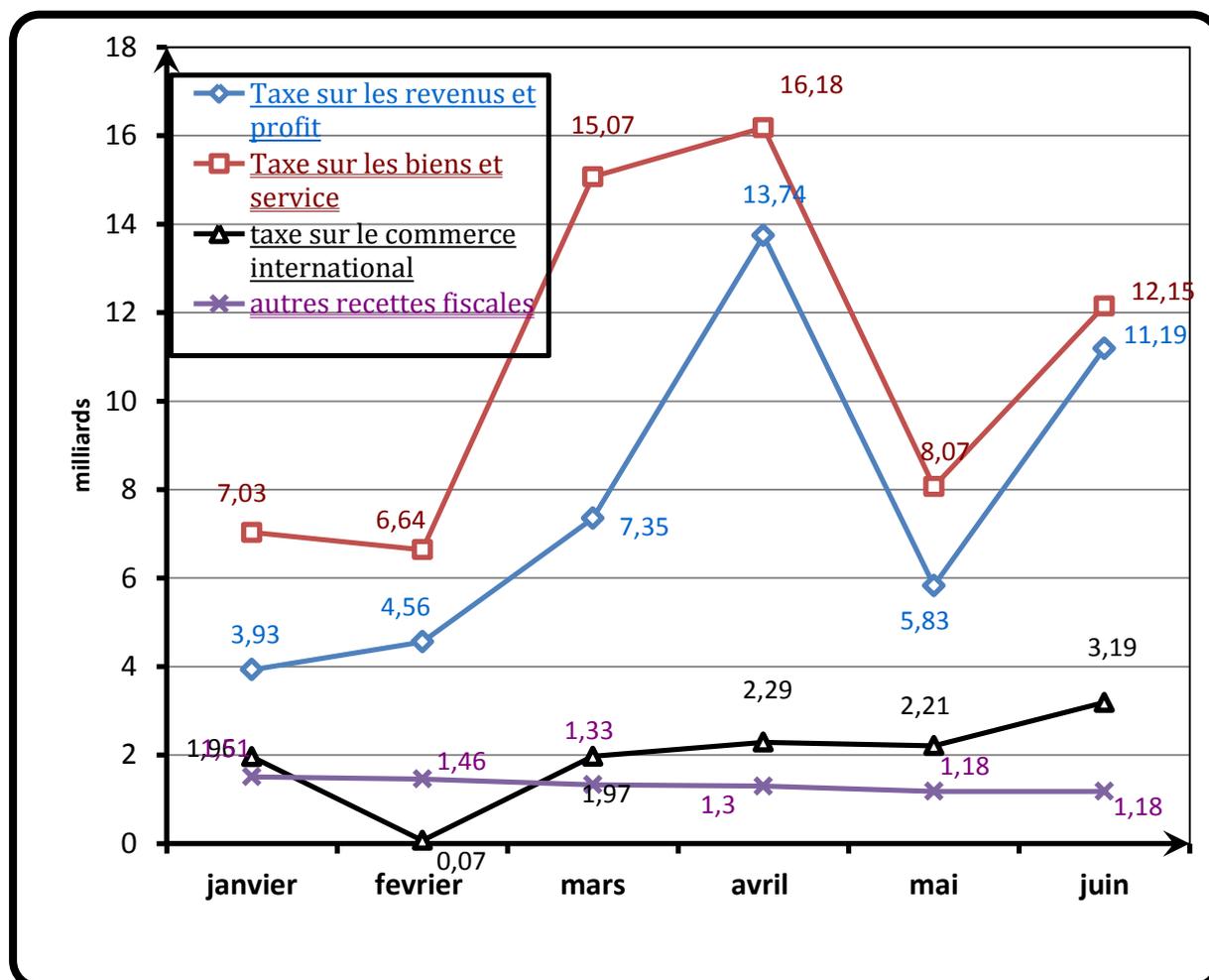
Les taxes sur le commerce international sont en revanche restées relativement stables à 11,70 milliards d'ouguiya sur le semestre, contre 9,58 milliards pour le premier semestre de 2011.

Il ressorte aussi du graphique les conclusions suivantes :

- La TVA constitue le principal poste de ces recettes où son apport est à près de 32,64%.
- Suivie par le (BIC total /BNC/IMF) et (TCA+TPS) qui occupent la deuxième position avec respectivement 18,87% et 12,10%.
- En troisième position nous avons l'ITS de 11,80%, le droit fiscal à l'importation avec 6,9% et l'IRCM pour 3,37%.

Les autres postes ont enregistré des montants très faibles, malgré qu'ils aient dépassés les seuils escomptés.

Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales au 1er semestre 2012



Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre: les taxes sur les revenus et profits suivent une tendance à la hausse du début de la période jusqu'au mois d'avril du fait des dates de déclaration propres à ces impôts, pour fluctuer par la suite. Les taxes sur les biens et services ont presque fluctué tout au long du semestre et enregistré leur maximum en avril. Les taxes sur le commerce international sont restées presque stables durant la période (à l'exception du mois de février durant lequel ces mêmes taxes ont enregistré une valeur très faible), alors que les autres recettes sont restées presque stables.

1.2 Recettes non fiscales et dons

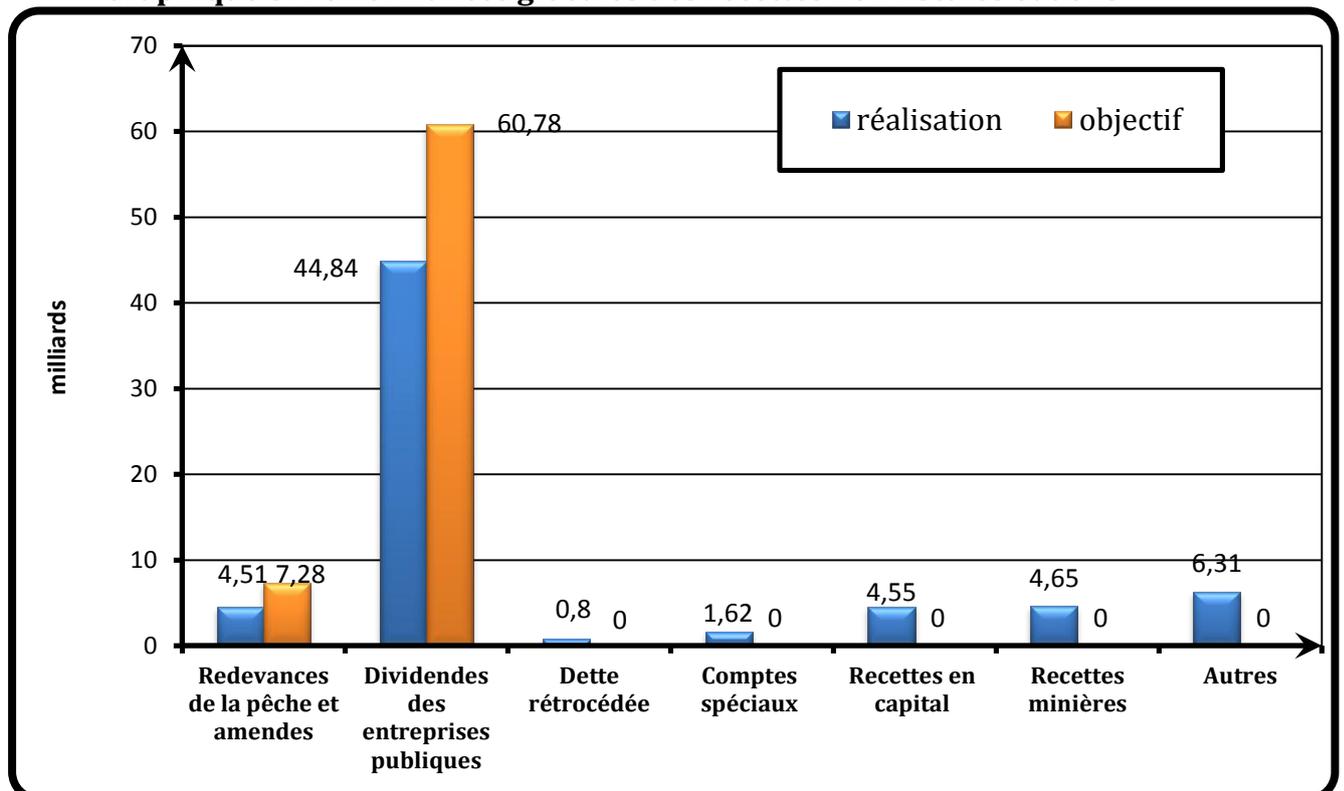
Les recettes non fiscales ont atteint durant le 1er semestre de l'année 2012 un montant de 67,28 milliards d'UM, pour un objectif de 88,55 milliards. Celles-ci se situent donc largement en dessous des prévisions.

Il convient néanmoins de noter la très forte progression du poste depuis cinq ans. En effet, au premier semestre 2011, les recettes non fiscales se chiffraient à 52,41 milliards,

et pour mémoire, ce montant était de 34,82 milliards au premier semestre 2010, de 32,28 milliards au premier semestre 2009 et 24,76 milliards au premier semestre 2008.

Cette forte augmentation trouve son origine dans une progression des recettes des dividendes des entreprises publiques (de 14,3 à 44,84 milliards de 2008 à 2012), et dans une très forte augmentation du poste des autres recettes qui ont enregistré un montant de 6,3 milliards en 2012, quand aux recettes minières et recettes en capital, elles ont contribué, elles aussi, à cette augmentation en passant d'un niveau négligeable au premier semestre 2008 (0 et 0,1 milliard) à un montant significatif en 2012 (respectivement, 4,65 et 4,55 milliards pour la même période).

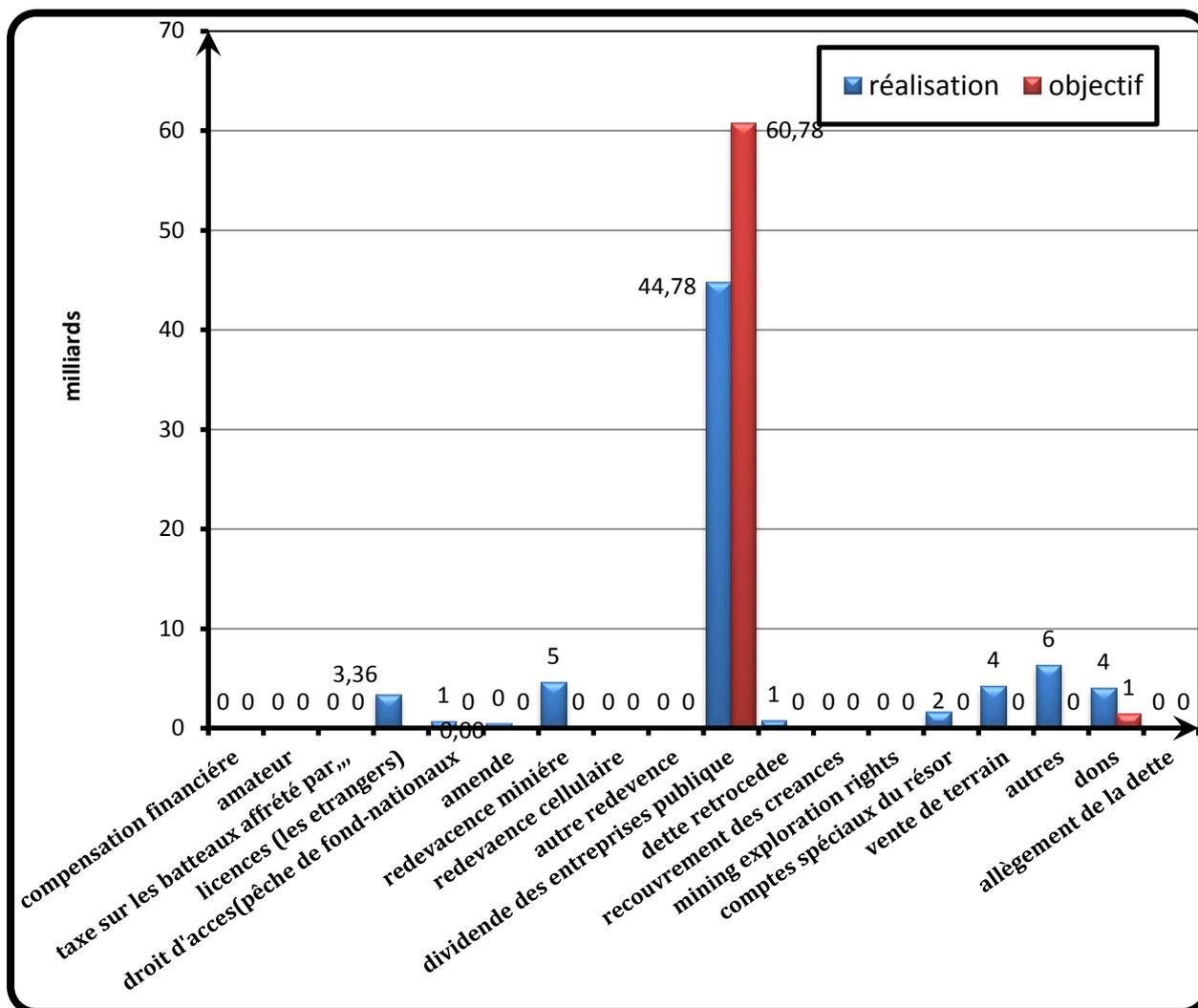
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et dons



L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes. Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les dividendes des entreprises publiques (66,55 % du total des recettes non fiscales) et le poste des autres recettes (9,37 %).

La contre-performance des recettes non fiscales par rapport aux prévisions est due essentiellement aux postes des dividendes des entreprises publiques, redevances de la pêche et amendes qui n'ont pas atteint leurs prévisions avec respectivement (44,78Mds réalisés et 60,78 Mds prévus, 4,51Mds réalisés et 7,28Mds prévus). Ceci est due à une mauvaise programmation de ces recettes sur le premier semestre 2012.

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons

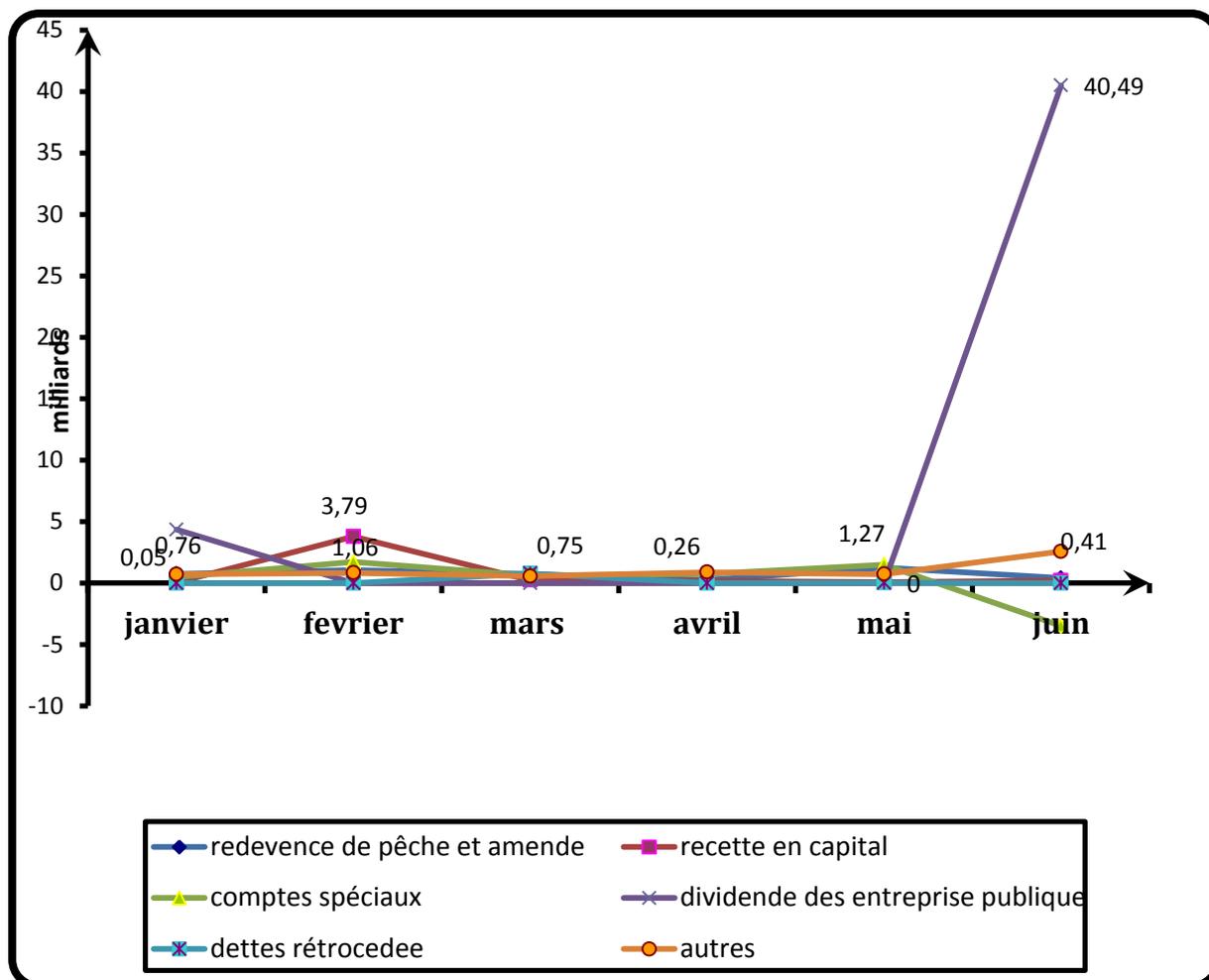


L'analyse détaillée des recettes non fiscales et dons illustre que les principales sources des recettes non fiscales durant le semestre sont les dividendes des entreprises publiques (44,78 Milliards d'Ouguiya), malgré qu'elles n'aient pas atteint le seuil de la prévision (la prévision est erronée et se verra corrigée dans la prochaine publication). Ils sont essentiellement constitués des dividendes de la SNIM qui s'élèvent à 4,07 Milliards d'Ouguiya en janvier, et 40,49 Milliards d'ouguiya au mois de juin.

En seconde position des apports vient le poste des autres recettes qui ont enregistré un montant de 6,3 Mds d'Ouguiya.

Les recettes minières et la vente de terrain se situent respectivement avec 4,65 et 4,24 Mds d'Ouguiya. Les recettes d'exploitation constituent les principales recettes minières desquelles elles représentent 83,87%. La vente des terrains a enregistré au courant du mois de février un montant de 3,77 Mds d'Ouguiya.

Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales pour le 1er semestre de l'année 2012



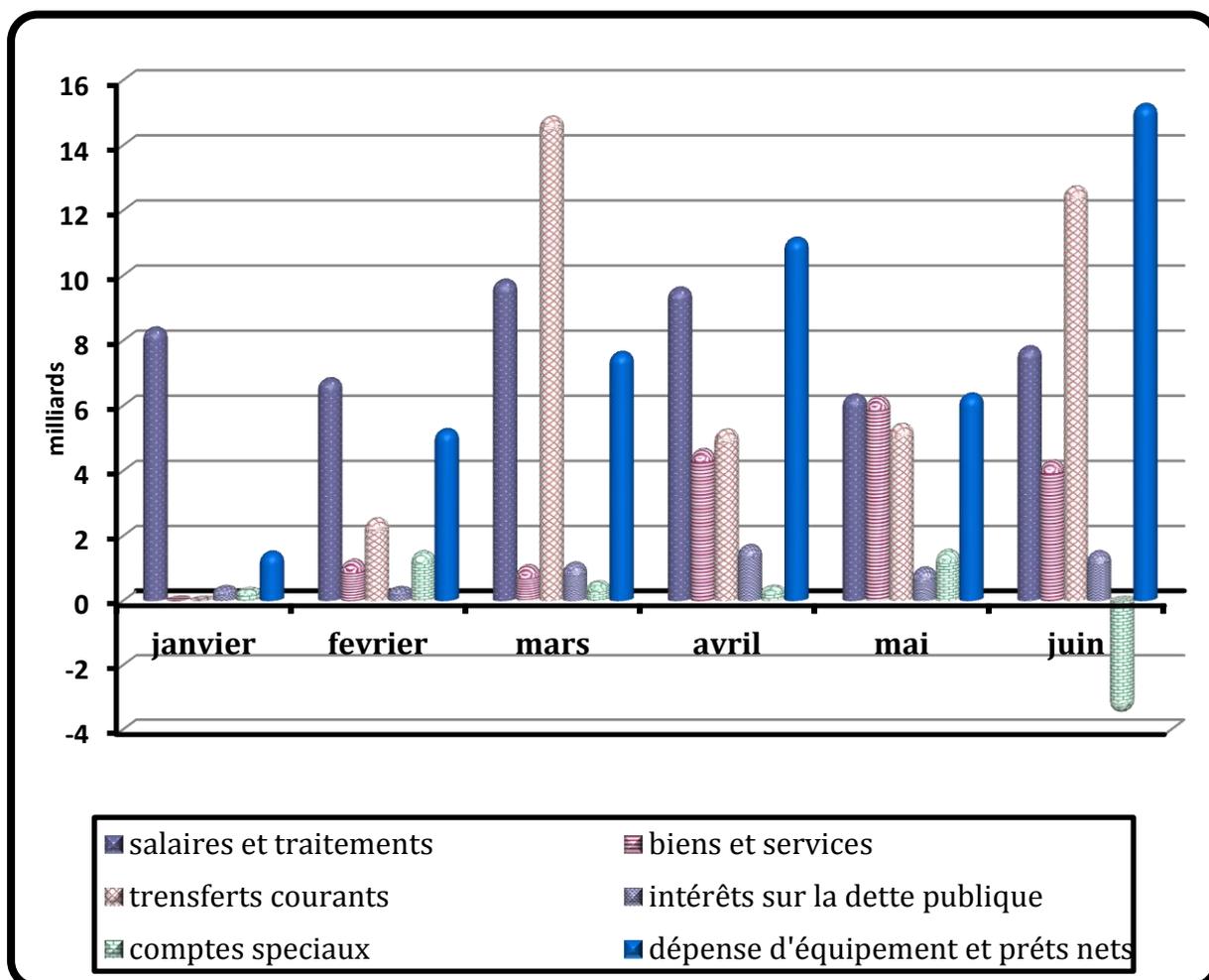
La tendance générale des recettes non fiscales est presque identique pour tous les postes, sauf pour « les dividendes des entreprises publiques » qui ont enregistré des montants élevés, ainsi que des fortes évolutions, suivie par la vente de terrain qui a réalisé son maximum au mois de février.

Les autres postes ne présentent que de faibles montants, et n'ont enregistré que des faibles fluctuations durant le semestre. Il convient de noter la valeur négative enregistrée des comptes spéciaux du trésor au mois de juin. Cette valeur négative s'explique par le redressement effectué suite à la nouvelle convention d'affichage du crédit d'impôts avec les services du FMI. En effet les crédits d'impôts seront dorénavant affichés dans leurs différentes natures en recettes et s'ajouteront aux dépenses d'équipement sur financement intérieur en dépense.

2. DEPENSES

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1er semestre de l'année 2012 s'élèvent à 173,46 milliards (poste « Dépenses et prêts nets »). Ces dernières se situent donc à un niveau légèrement inférieur aux prévisions, qui étaient de 197,07 milliards d'UM, soit un écart par rapport à l'objectif de - 11,99 %, ce qui a été possible grâce à une bonne maîtrise des dépenses.

Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre



Sur le graphique 8 on constate que les « salaires et traitements » varient peu durant le semestre car ce sont des dépenses régulières et obligatoires, les « biens et services » ne commencent qu'à partir de la mise en place effective du budget qui a eu lieu cette année plus tôt que d'habitude soit au mois de février et ont enregistré leur maximum en mai.

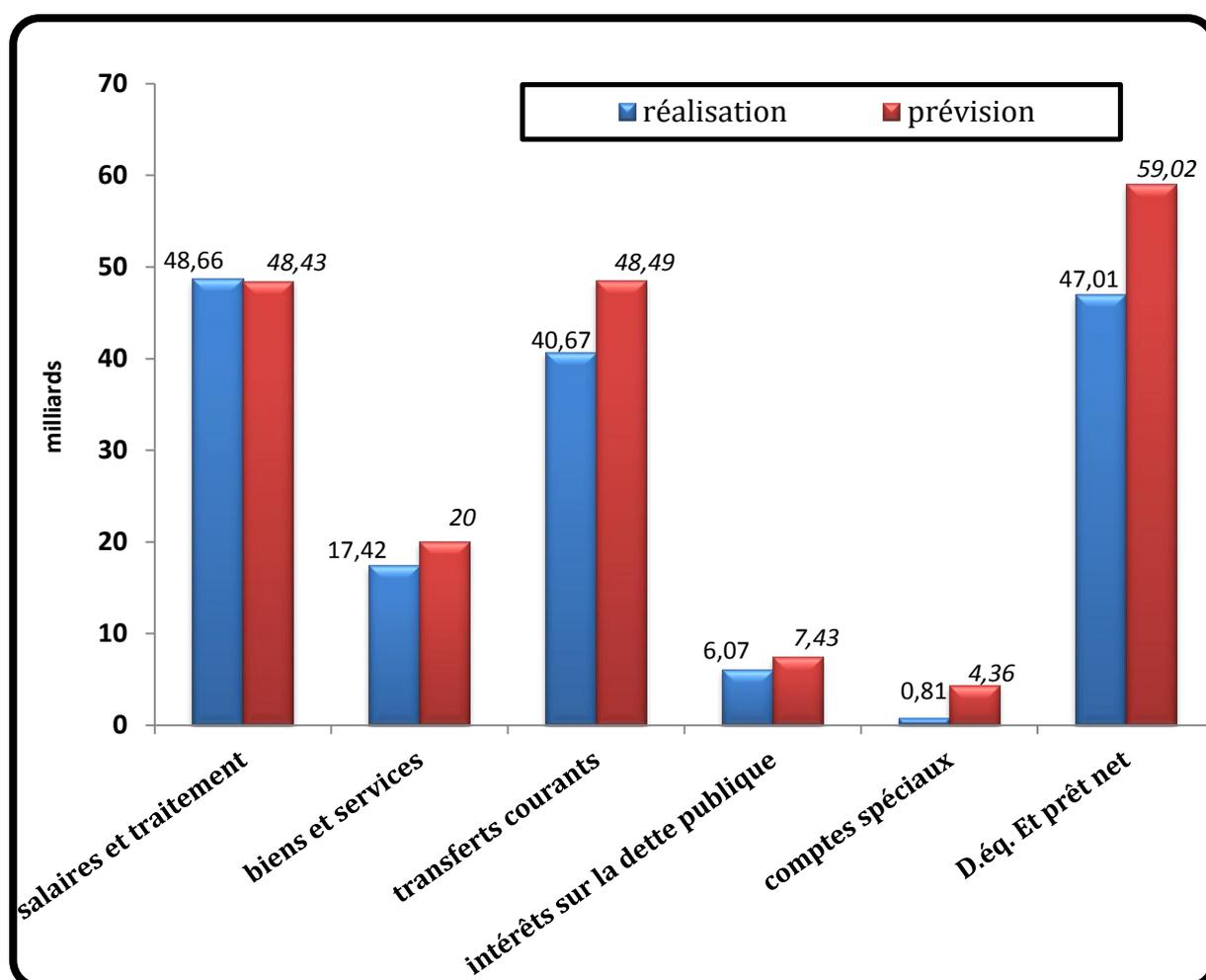
Les dépenses d'équipement et prêts net commencent timidement en janvier pour augmenter peu à peu et régressent en mai, mais elles augmentent considérablement en juin.

Les transferts courants enregistrent des fortes fluctuations durant la période et ont enregistré leur valeur maximum en mars.

2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2012 à 126,45 Mds, donc inférieures de 11,6 Mds à l'objectif fixé à 138,06 Mds (soit un taux de réalisation de 91,59 %). Il apparaît donc que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une très bonne maîtrise du comportement de celles-ci durant le semestre.

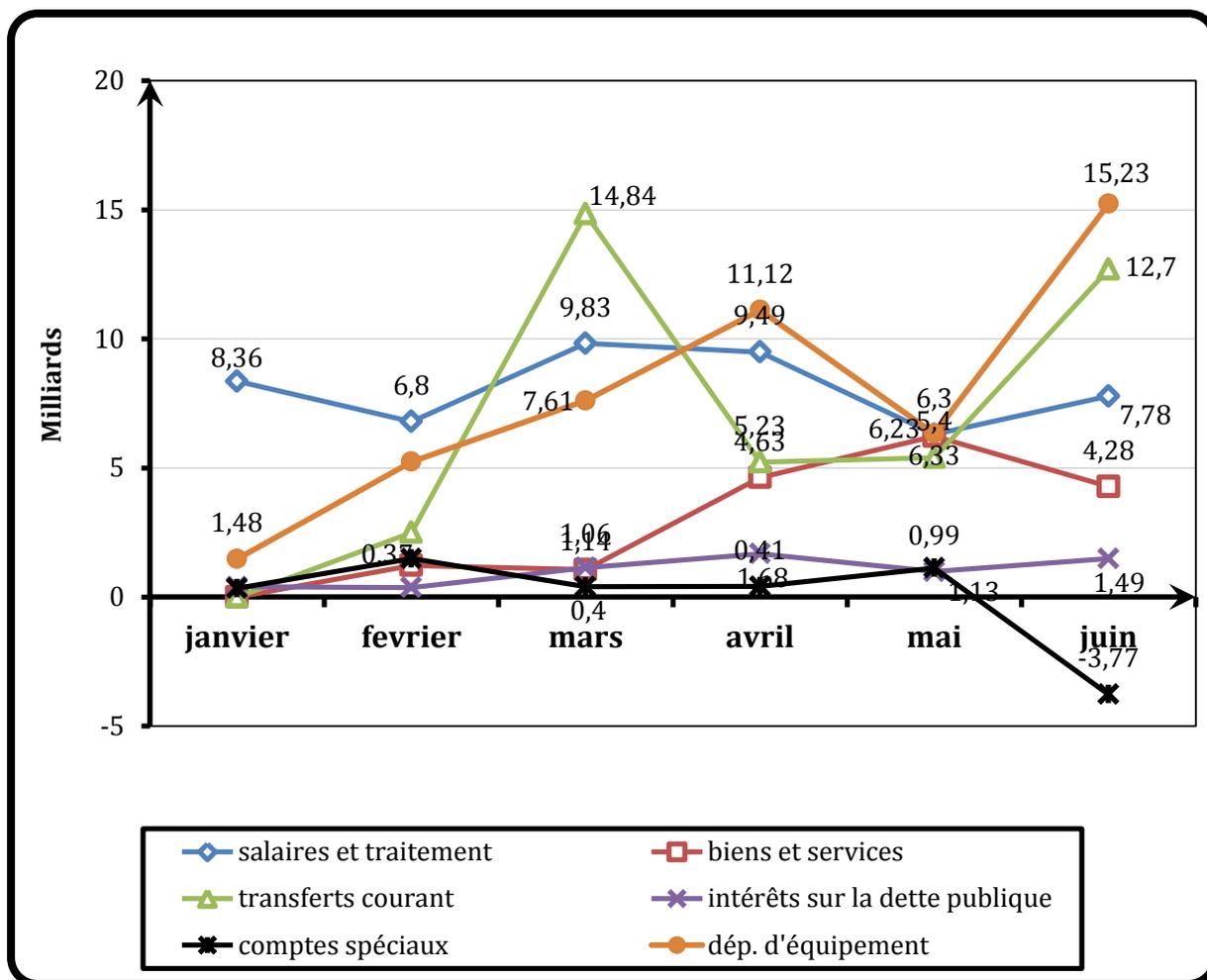
Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement



Le graphique 9 montre que la masse salariale a été parfaitement maîtrisée (à 48,66 Mds, soit un taux de réalisation d'un peu plus de 100 %), de même que les subventions et transferts qui sont inférieurs de 16,13 % par rapport à l'objectif fixé à 48,49 Mds ainsi que les intérêts de la dette qui restent en dessous de la prévision de près de 18,3 % (6,07Mrd de réalisation contre 7,43 Mds de prévisions).

La seule rubrique parmi les dépenses courantes qui a connu un dépassement sur la prévision c'est celle des salaires et traitement avec un décalage de +0,47 % du au déficit de la caisse de retraités.

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre



Sur le graphique 10 on constate que les salaires et traitements ont peu variés durant le semestre en enregistrant des montants assez importants.

Les postes des biens et services ont suivi le même rythme d'évolution avec un pic en mai qui s'atténue légèrement en juin.

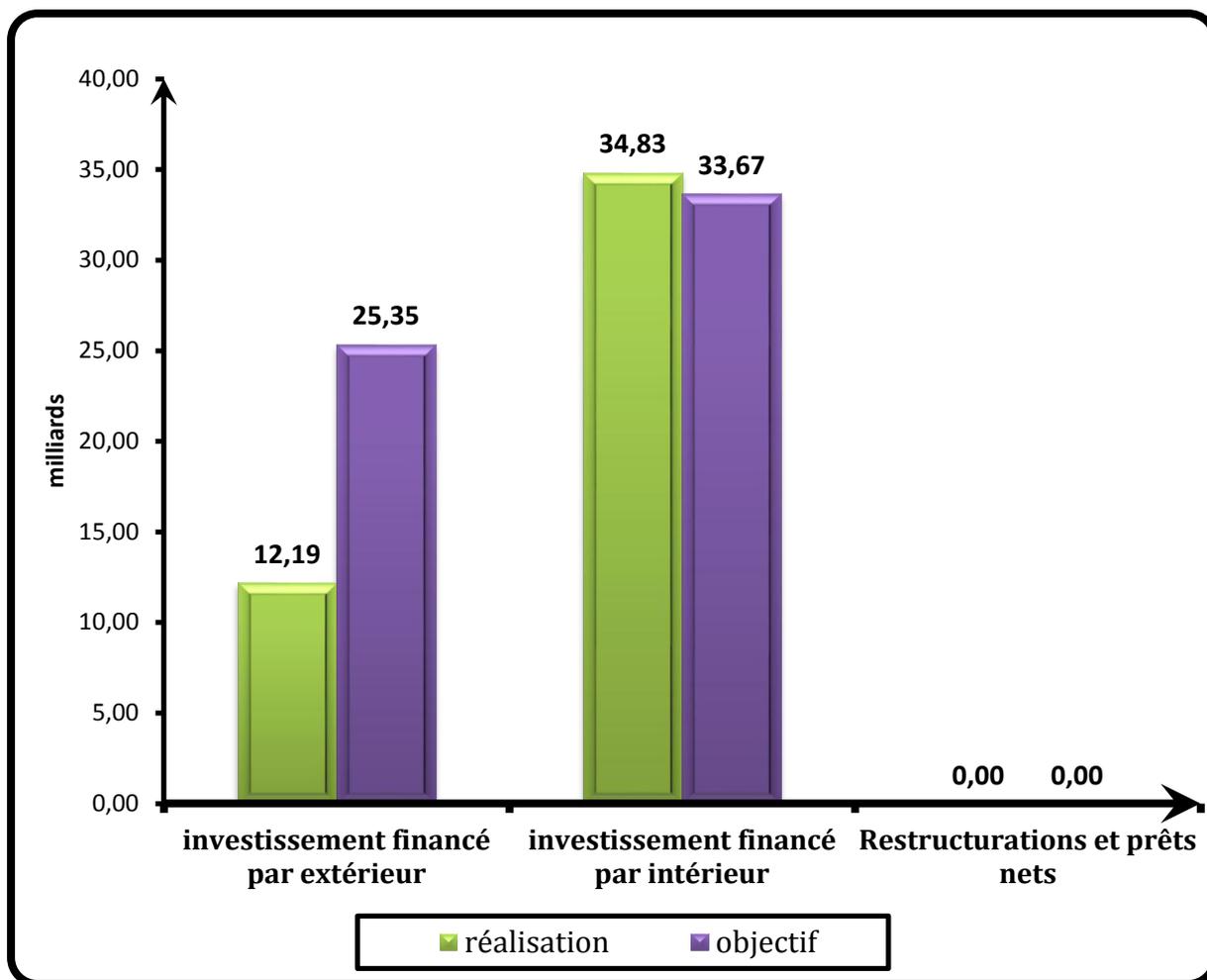
Les intérêts sur les dettes publiques varient d'un mois à l'autre sans pour autant atteindre les seuils fixés.

Les dépenses des comptes spéciaux ont été quasi nulles durant le semestre, mais il convient de noter la valeur négative enregistrée des comptes spéciaux au mois de juin expliquée précédemment.

2.2 Dépenses d'investissement

Durant le premier semestre de l'année 2012, les dépenses d'investissement se situent en dessous de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles n'ont atteint que 47,02 milliards d'UM, pour un objectif de 59,02 milliards d'UM, soit un taux d'exécution de 79,66%.

Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissement pour le semestre



Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat dépassent les objectifs, tandis que les investissements financés par les partenaires extérieurs se situent largement en dessous des prévisions, avec des taux d'exécution respectivement de 103,4 % et de 48,08 %.

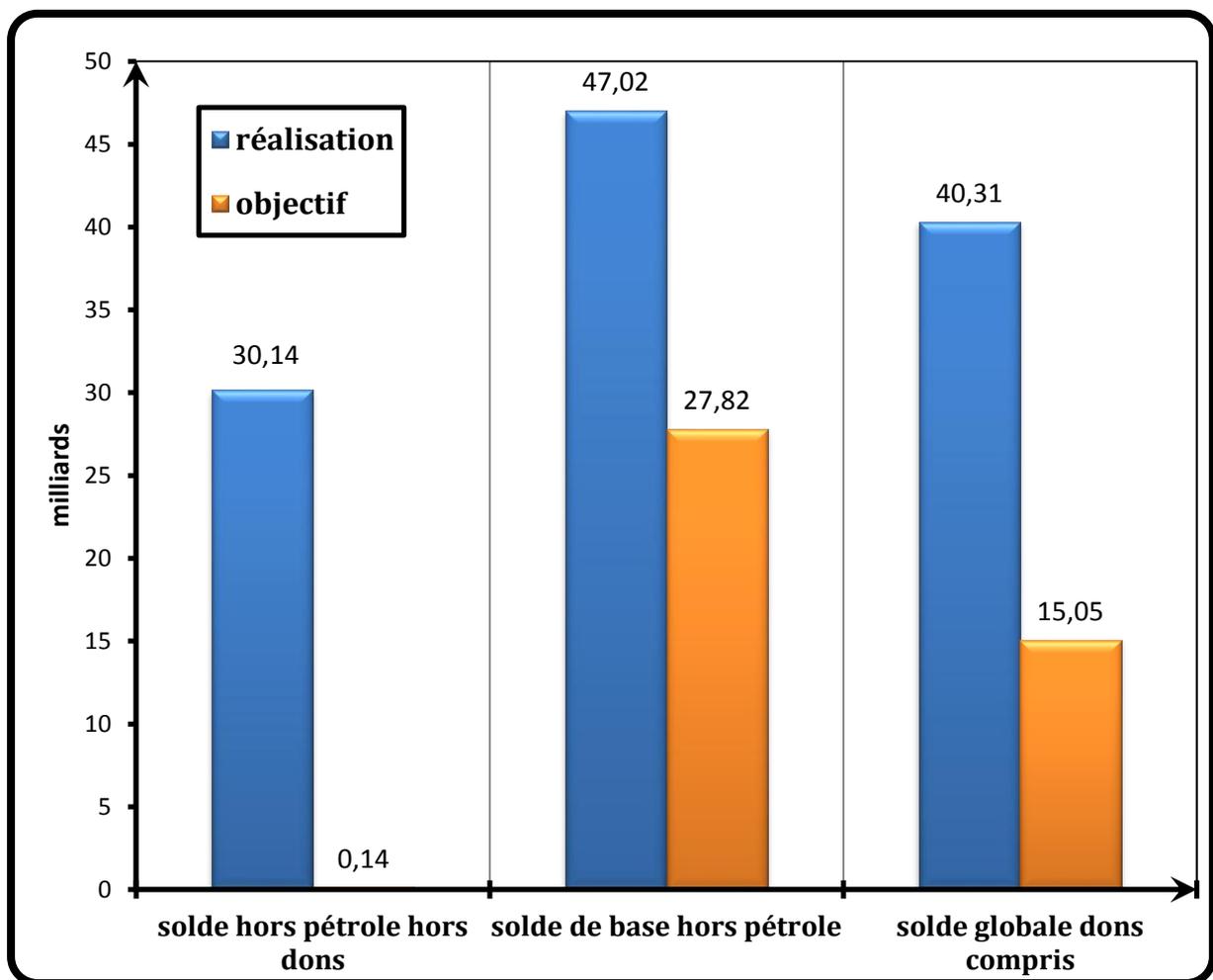
Le seuil atteint par les dépenses sur financement extérieur n'est pas satisfaisant bien que les procédures de l'exécution de ces dépenses et la multiplicité des intervenants (Etat, bailleurs de fonds) expliquent ce niveau d'exécution.

3. SOLDES

Le solde de base hors pétrole, qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré pour ce semestre un excédent de 47,02 Milliards d'Ouguiya, alors que les prévisions de ce solde n'étaient que de 27,82 Milliards d'Ouguiya, ce qui est en soi une performance remarquable.

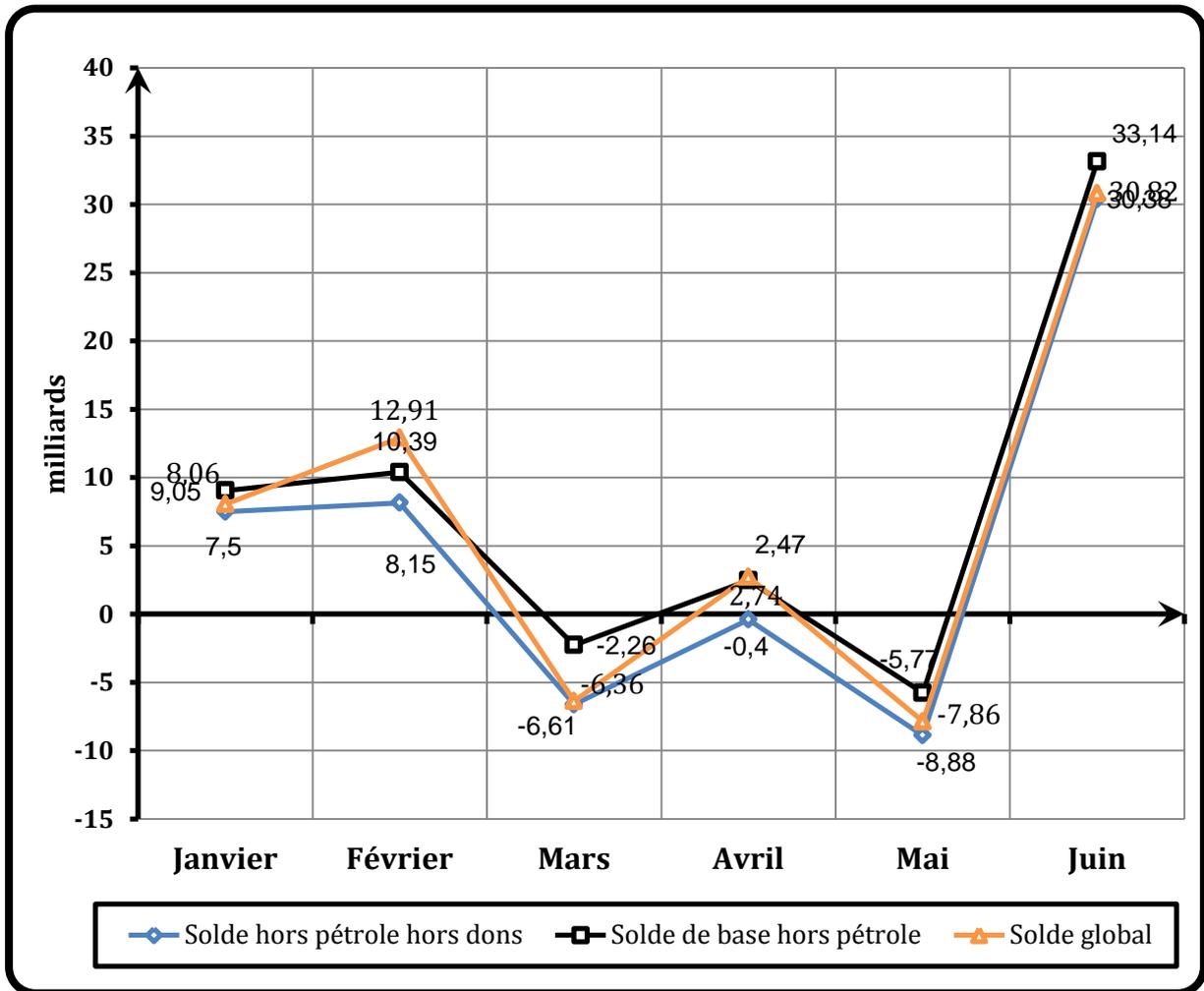
Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré lui aussi un excédent de 30,14 Mds (pour une programmation de 0,14 milliards d'UM).

Graphique 12: Comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes sont tous positifs (contrairement aux prévisions, concernant le solde hors pétrole avec ou hors dons) et au-dessus des seuils prévisionnels, ce qui démontre une bonne maîtrise de l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses durant le semestre en question et une bonne marge sur le solde pour le dernier semestre de 2012.

Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes



Le graphique 13 montre que le déficit du solde global des mois de mars et mai était relativement important, mais il a été plus que compensé par les bonnes performances des autres mois.

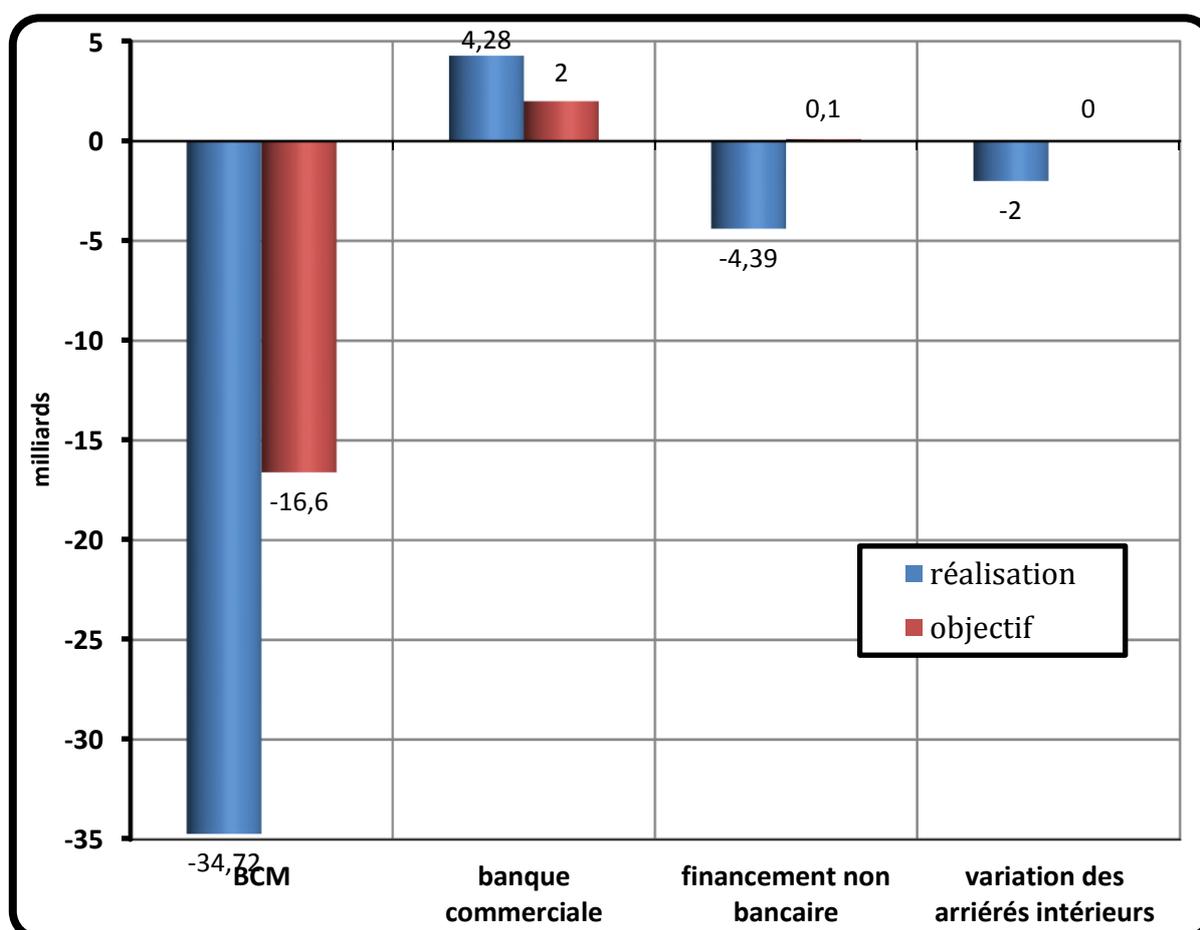
4. FINANCEMENT

Les données extraites du TOFE montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont été pratiquement seules responsables de la considérable amélioration du niveau du compte unique du Trésor à la BCM.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par une augmentation des dépôts sur le compte courant à la BCM d'un montant de 34,72 milliards d'Ouguiya, et aussi par une légère augmentation de l'endettement au niveau des banques commerciales de 4,28 milliards ouguiya, alors qu'il n'était prévu de s'endetter au niveau de ces banques que de près de 2 milliards.

Graphique 14: Comportement du financement intérieur

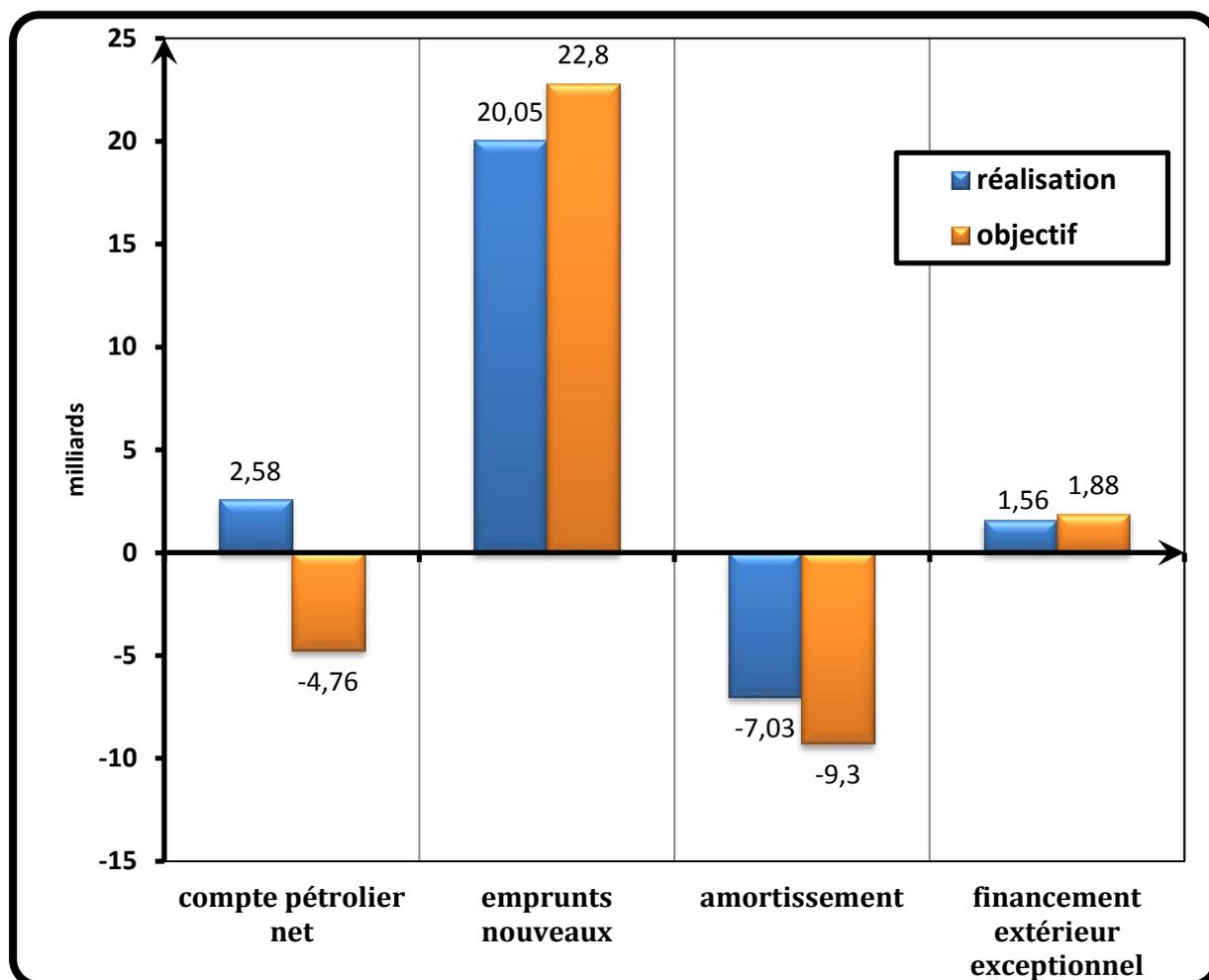


Au niveau du système non bancaire, l'Etat a pu rembourser les BT à hauteur de 4,39 milliards d'UM.

4.2 Financement extérieur

Le montant de 2,58 milliards d'UM, correspond à un déficit enregistré au cours de ce semestre sur le compte pétrolier offshore¹ qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (-6.12 Mds) et le retrait effectué sur ce compte en février (8.70 Mds).

Graphique 15: Comportement du financement extérieur



On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieur durant le premier semestre est le poste des emprunts nouveaux à hauteur de 20,05 Mds, suivi par la contribution du compte pétrolier.

La rubrique des erreurs et omissions correspondant à la différence entre le montant total du financement et le solde global a été de -1,56 milliards pour la période. Rappelons que cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des imperfections du reporting de l'exécution budgétaire survenues durant une période.

¹ Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

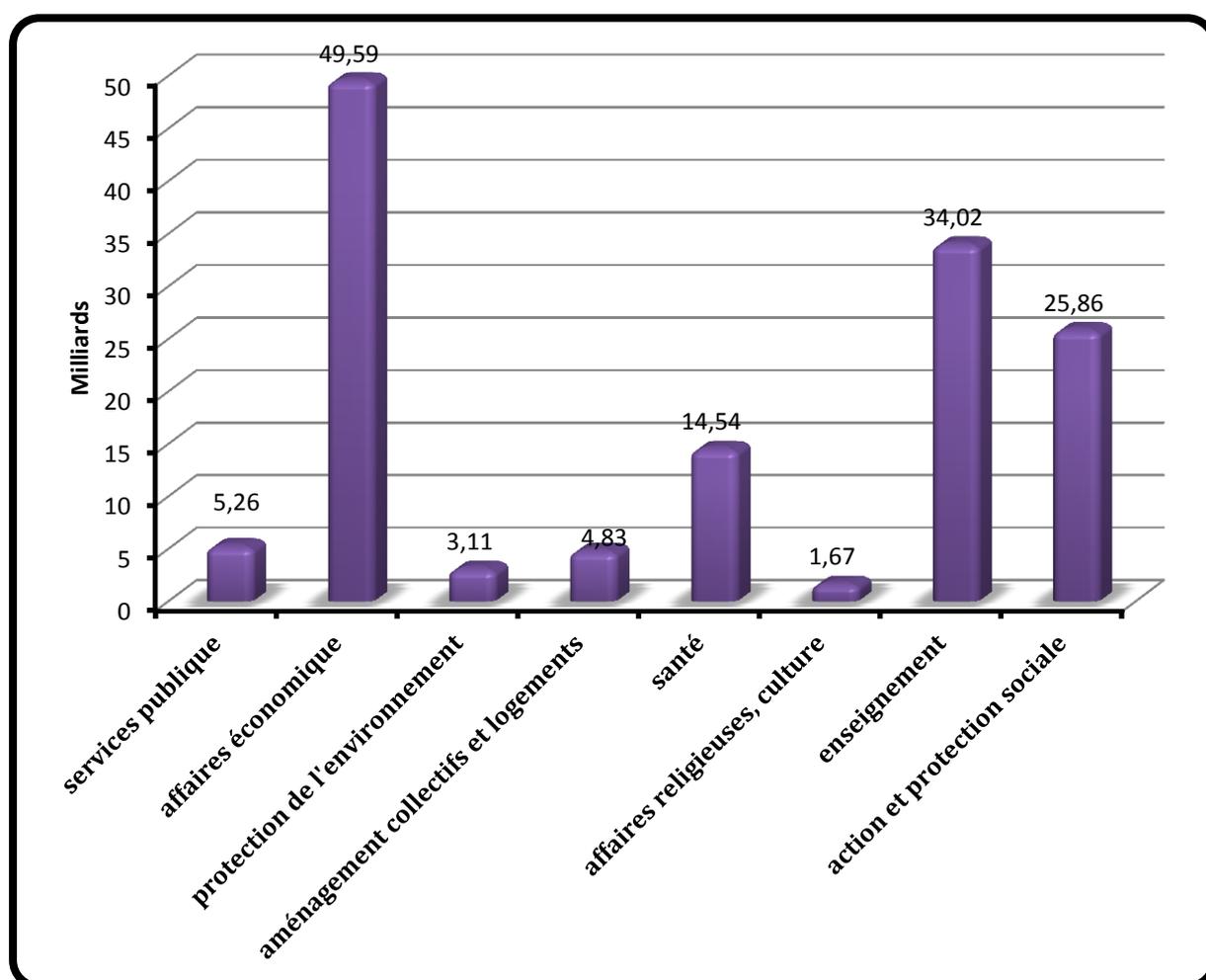
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

5.1 Classification Générale

Cette classification se fait conformément à un modèle normalisé issu des services du Fonds Monétaire International qui permet de suivre les incidences des dépenses budgétaires des pays sur les secteurs de l'économie et de comparer ces incidences entre les pays.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, et inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE, ce qui explique la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle



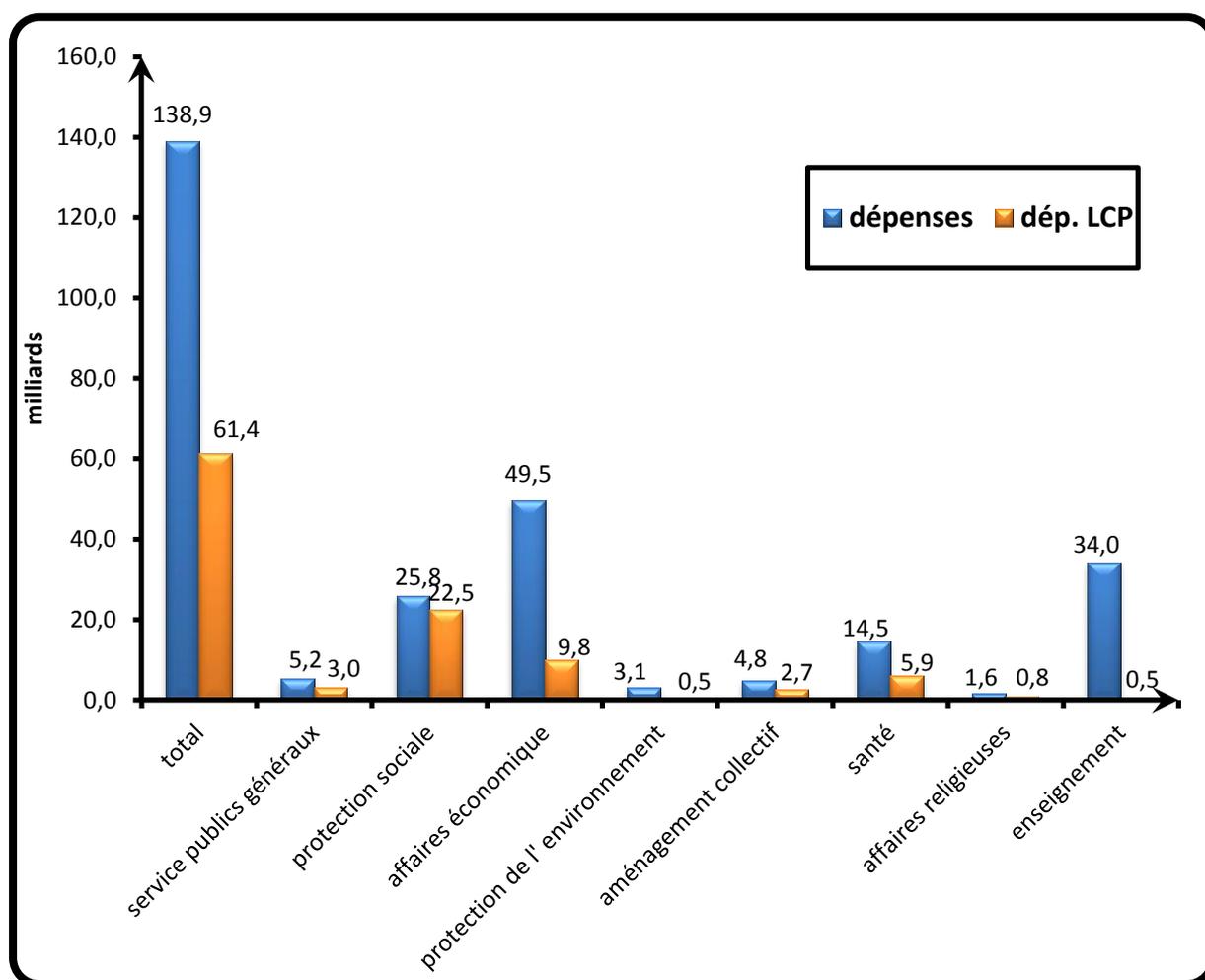
Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les 8 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les affaires économiques a représenté (35,7%) du total des dépenses, suivie par l'enseignement avec (24,49%) les actions et protection sociale et la santé viennent en troisième position avec respectivement (18,61%) et (10,46%).

Les fonctions principales «services publics » et « aménagement collectif et logements » sont presque à un même niveau soit à peu près 4 % du total des dépenses.

5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées comme servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté



Le graphique 17 démontre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 44,20 % des dépenses totales, pour un montant de 61,4 milliards d'UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque la totalité de poste «protection sociale », et constituent aussi une part importante des postes : « services publics généraux, santé, enseignement et aménagement collectif », tandis qu'elles ne représentent qu'une très faible part des autres postes.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat du premier semestre 2012

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	jan-juin	S1
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	213,77	212,12
Revenus non pétroliers et dons	207,65	198,66
Revenus non pétroliers hors dons	203,60	197,21
Recettes fiscales (hors pétrole)	136,33	108,67
Taxes sur les revenus et profits	46,60	35,72
BIC et BNC	21,03	-
Impôt minimum forfaitaire douanes	4,70	-
ITS	0,11	-
Etat	16,10	-
Autres	1,27	-
IRCM	14,83	-
IGR	4,58	-
Taxes sur les biens et services	0,08	-
TVA intérieure	65,13	55,48
TVA sur les importations	19,04	-
Taxe sur le chiffre d'affaire et TPS	25,46	-
Taxe sur les produits pétroliers	6,86	-
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	16,46	-
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	1,42	-
Taxes sur le commerce international	1,94	-
Importations	0,81	-
Taxes statistique	11,70	10,40
Autres recettes fiscales	9,41	-
Droits de timbres	2,29	-
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	7,96	7,07
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	1,14	-
<i>Reste à recouvrer de droits de douane (perception du Port)</i>	1,01	-
Recettes non fiscales	5,82	-
Recettes de la pêche	4,93	-
Union Européenne bud.	67,28	88,55
Compensation financière	4,51	7,28
Armateurs	-	-
Droit territorial	-	-
Redevances pélagique	-	-
Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	-	-
Licences (les étrangers)	3,36	-
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	-	-
Amendes	3,36	-
Recettes minières	0,70	-
Recettes cadastrales	0,45	-
Recettes d'exploitation	4,65	-
Autres recettes minières	0,73	-
Dividendes et redevances des entreprises publiques	3,90	-
SNIM	0,02	-
BCM	44,84	60,78
Mauritel	44,56	-
Panpa+portndb	-	-
Dettes retrocedee et recouvrements	-	-
SNIM	0,29	-
SOMELEC	0,80	-
SOGEM	-	-
Droits d'exploration miniers	-	-
Comptes spéciaux	0,80	-

Secteur pétrole	-	-
CAS hors pétrole	1,62	-
dont Crédit d'Impôts	-	-
dont FAID	1,62	-
Recettes en capital	-	-
Ventes de terrain	0,30	-
Hors ventes de terrain	4,55	-
Autres	4,24	-
	0,31	-
Dons	6,31	-
Projets		-
Aide budgétaire	4,05	1,44
<i>Dont: assistance PPTE</i>	1,09	1,39
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>	2,96	-
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>		-
<i>Autres dons</i>		-
<i>Dons bilatéraux_ appui budgétaire</i>		-
	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (dépenses, soldes et recettes pétrolières)	jan à juin	S1
		-
Dépenses et prêts nets	173,46	197,07
Dépenses courantes	126,45	138,06
Salaires et traitements	48,66	48,43
Biens et services	17,42	20,00
<i>Dont: processus électoral</i>	-	-
<i>dont:sur financement extérieur</i>	-	-
Transferts courants	40,67	48,49
Intérêts sur la dette publique	6,07	7,43
Extérieurs	4,70	2,34
Intérieurs	1,38	5,09
Comptes spéciaux	0,81	4,36
dont crédit d'impôts	-	-
dont FAID	-	-
Dépenses d'équipement et prêts nets	47,01	59,02
Investissement financés par extérieur***	12,19	25,35
Investissement financés par intérieur	34,83	33,67
Restructurations et prêts nets	4,35	
Réserves communes	-	-
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	8,78	9,35
	4,02	-
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)		-
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	30,14	0,14
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)	34,19	1,58
Solde de base hors pétrole (déficit -)		-
Solde de base en %PIB	47,02	27,82
Recettes pétrolières (net)	4,18%	-
	6,12	13,46
Recettes fiscales		-
BIC	0,61	-
ITS	0,17	-
Autres	0,44	-
Recettes non fiscales	-	-
Bonus/Redevances	5,51	-
Revenu du capital	0,67	-
Profit oil	0,05	-
Autres	3,66	-
Paiements (financement du budget)	1,13	-
		-
Solde global; dons non compris (déficit -)		-
Solde global; dons compris (déficit -)	36,26	13,60
	40,31	15,05

Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)	jan au 29 juin	S1
Financement	- 40,31	- 15,05
Financement intérieur	- 54,77	- 15,90
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)	- 54,27	- 15,90
Financement bancaire	- 30,45	- 14,60
BCM	- 34,72	- 16,60
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	- 34,23	- 16,60
Compte courant	- 34,63	- 16,60
Compte courant y compris rapprochement	- 34,13	- 16,60
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	- 0,50	-
Comptes divisionnaires	-	-
Allègements	-	-
CAS	-	-
Autres	-	-
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)		-
Encaisses	- 0,09	-
Banques commerciales	4,28	2,00
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	4,28	2,00
Financement par bons du Trésor	2,96	-
Obligations cautionnées (traites)	- 1,16	-
Variation CCP dans les banques		-
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	2,48	-
(3) Financement non-bancaire	- 4,39	0,10
(4) Variation des arriérés intérieurs	- 2,82	-
Apurement	-	-
Accumulation	- 2,82	-
Instances du Trésor	- 2,82	-
Apurement		-
Accumulation	- 2,82	-
Dette croisée et autres engagements de l'Etat		-
Apurement		-
Accumulation (report 2010)		-
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	- 13,20	-
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS	- 3,92	- 1,40
Prêt OPEP + Privatisations et autres	-	- 1,40
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)		-
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)		-
Financement extérieur	15,52	18,51
Compte pétrolier (net)	2,58	- 4,76
Recettes pétrolières	- 6,12	- 13,46
Contribution du compte pétrolier	8,70	8,70
Autres (net)	12,94	23,28
Emprunts extérieurs (net)	13,02	21,39
Emprunts nouveaux	20,05	22,80
Amortissement	- 7,03	- 9,30
Financement extérieur exceptionnel	1,56	1,88
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	- 1,64	-
Erreurs et omissions (besoin de financement)	- 1,56	- 17,66

ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE.

FP	Fonctions principales	Intitulé	F	Fonctions	Intitulé	SF	Montant
01	SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX		02	Services des affaires financières et budgétaires		2	1 023 198 985
01	SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX		03	Services généraux de l'administration		2	617 556 091
01	SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX		03	Services généraux de l'administration		4	3 619 630 250
	Total						5 260 385 326
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		01	Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre		3	706 857 929
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		02	Développement rural		1	9 120 077 018
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		02	Développement rural		4	1 046 431 580
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		02	Développement rural		5	4 583 157 714
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		02	Développement rural		6	11 557 188 759
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		02	Développement rural		7	246 572 241
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		05	Transport		1	21 431 230 889
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		07	Autres activités commerciales, industrielles et artisanat		4	661 114 467
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		07	Autres activités commerciales, industrielles et artisanat		5	5 000 000
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES		08	Affaires concernant la recherche et le développement économique		2	232 479 039
	Total						49 590 109 636
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		01	Gestion des déchets		1	1 592 010 000
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		04	Protection de la biodiversité et de l'environnement		1	1 522 746 947
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		05	Recherche et développement concernant la protection de l'environnement		1	4 246 353
06	AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS		01	Développement collectif		1	425 465 256
06	AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS		03	Approvisionnement en eau		1	4 298 988 082
06	AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS		06	Aménagements collectifs et logement n.c.a.		1	107 763 905
	Total						7 951 220 543
07	SANTÉ		01	Affaires générales concernant la santé		1	6 479 146 119
07	SANTÉ		02	Produits médicaux, appareillages		3	3 076 821 527

			médicaux et équipements		
07	SANTÉ	03	Consultations externes	1	425 049 184
07	SANTÉ	03	Consultations externes	4	92 912 621
07	SANTÉ	03	Consultations externes	5	357 352 574
07	SANTÉ	04	Services hospitaliers	1	2 045 867 615
07	SANTÉ	04	Services hospitaliers	4	337 759 099
07	SANTÉ	05	Services concernant la santé publique	1	263 832 692
07	SANTÉ	05	Services concernant la santé publique	3	97 752 063
07	SANTÉ	05	Services concernant la santé publique	4	110 802 367
07	SANTÉ	05	Services concernant la santé publique	7	140 100 439
07	SANTÉ	06	Services concernant la prévention et la détection	2	780 945 069
07	SANTÉ	06	Services concernant la prévention et la détection	3	227 800 470
07	SANTÉ	07	Recherche et développement dans le domaine de la santé	1	104 060 090
	Total				14 540 201 929
08	AFFAIRES ISLAMIQUES, CULTURE ET LOISIRS	02	Services concernant la culture	1	1 671 876 997
	Total				1 671 876 997
09	ENSEIGNEMENT	01	Enseignement pré primaire et primaire	1	21 425 422 583
09	ENSEIGNEMENT	01	Enseignement pré primaire et primaire	2	249 734 513
09	ENSEIGNEMENT	02	Enseignement secondaire	1	10 949 348 660
09	ENSEIGNEMENT	02	Enseignement secondaire	3	93 763 434
09	ENSEIGNEMENT	02	Enseignement secondaire	4	949 896 742
09	ENSEIGNEMENT	05	Enseignement non défini par le niveau	2	355 343 543
	Total				34 023 509 475
10	PROTECTION SOCIALE	01	Affaires générales concernant l'action sociale	1	3 981 648 487
10	PROTECTION SOCIALE	01	Affaires générales concernant l'action sociale	2	13 650 592 383
10	PROTECTION SOCIALE	01	Affaires générales concernant l'action sociale	3	100 000 000
10	PROTECTION SOCIALE	02	Prestations sociales	3	1 289 467 485
10	PROTECTION SOCIALE	02	Prestations sociales	8	1 200 000 000
10	PROTECTION SOCIALE	09	Action et protection sociale n.c.a.	1	5 645 500 000
	Total				25 867 208 355
	TOTAL				138 904 512 261